

# ILS FONT CE QU'ILS ONT PROMIS... EN PIRE !

Après un été de mauvais coups (lois sur l'autonomie des universités, le service minimum, la récidive...), le gouvernement ne nous laisse aucun répit et multiplie les fronts : forçant sur les expulsions et l'enfermement de sans-papiers, tarissement annoncé du budget pour l'Éducation nationale, non remplacement d'un départ sur deux d'ici 2009 dans la Fonction publique, vote d'une nouvelle loi sur l'immigration, ignoble, avec fichage ADN des postulants à l'immigration « choisie » et enfin, le discours de Sarkozy au Sénat le 19 septembre, n'annonçant rien de moins que la désintégration de la Fonction publique.

La suppression de 22 843 postes en 2008 et l'annonce de la poursuite à ce rythme infernal durant trois ans s'accompagne de la casse du « carcan des statuts » avec l'introduction de contrats de droit privé « de gré à gré », l'achat des démissions via un « pécule » d'incitation au départ. L'atomisation... mais toujours aucune compensation de la baisse du pouvoir d'achat des enseignants (20 % en quinze ans !). La révolution culturelle annoncée par Sarkozy, c'est la fin du service public et la mainmise de la loi du fric sur nos vies !

## Dans l'Éducation, l'urgence est à la mobilisation

- ◆ aggravation des conditions de travail : effectifs, enseignements obligatoires et options non assurés, postes non pourvus (vie scolaire, COP, infirmières...).
- ◆ assouplissement (puis suppression) de la carte scolaire, qui a déjà des effets catastrophiques.
- ◆ suppression de 11 200 postes à la rentrée 2008, qui s'ajoutent aux milliers de postes supprimés depuis 5 ans, étape vers le non remplacement de la moitié des départs en retraite de la Fonction publique.
- ◆ recours généralisé aux heures sup, politique de restriction des postes et de précarisation des personnels, sans augmentation de leurs salaires.

- ◆ chômage pour un millier de non titulaires (contractuels, vacataires, AED, CAE...), pas de garantie de réemploi ni de rémunération à temps plein pour les contractuels en CDI.
- ◆ pour les personnels TOS, les méfaits de la décentralisation continuent : suppression de 400 postes administratifs, perte du droit fondamental à la mutation pour les personnels n'ayant pas opté pour la Fonction publique d'État, les autres devant se vendre en faisant du porte-à-porte pour muter.



## Les atteintes aux droits sociaux pleuvent de toutes parts

- ◆ remise en cause des régimes spéciaux de retraite dans l'objectif de préparer l'allongement de la durée de cotisation pour l'ensemble des salariés public/privé en 2008.
- ◆ projet de franchises médicales qui menacent clairement tout le système de remboursement solidaire de la Sécurité sociale.

- ◆ atteinte au droit de grève dans les transports et menace d'extension, notamment dans l'Éducation.
- ◆ répression contre les syndicalistes et les militants, contre les sans-papiers, pourchassés sans répit...

Pour mettre un coup d'arrêt à cette politique, la Fédération Sud éducation estime que la construction d'une mobilisation s'inscrivant dans la durée est la seule réponse efficace aux attaques actuelles contre les solidarités acquises par un siècle de luttes.

Elle veut pour cela inscrire son action dans la construction logique et patiente d'une grève générale interprofessionnelle. Elle poussera donc à cette action en intersyndicale, pour toutes les catégories de personnels.

Il faut que chacun de nous agisse, là où il est, pour construire la mobilisation.

Nous sommes tous concernés par la remise en cause de nos retraites, de notre sécurité sociale, par le droit à des services publics de qualité. C'est

pourquoi nous appelons à des AG d'établissements, de secteurs... pour mettre en débat la grève et les modalités de son succès.

Parce que nous sommes tous concernés par la remise en cause de nos retraites, de notre sécurité sociale et de nos statuts, par la casse du Code du travail et des services publics, par les effets tragiques des politiques sécuritaires et xénophobes..., nous devons préparer la grève, ses suites et son succès, dans les réunions, les assemblées générales. Après la mobilisation du 29 septembre contre les franchises médicales et avant celle du 22 octobre en soutien à Florimond Guimard - militant RESF poursuivi pour délit de solidarité avec les sans-papiers -

**Sud éducation a appelé à la grève interprofessionnelle le 18 octobre : avec les travailleurs de la SNCF, de la RATP, de l'énergie, des hôpitaux, de la Poste, les étudiants (et au-delà !), construisons le rapport de force qui mettra en échec la régression sociale planifiée par le gouvernement !**

*Commission exécutive fédérale*

## REDÉFINITION DU MÉTIER D'ENSEIGNANT

# Non à l'opération médiatique, l'urgence est à la mobilisation !

### Sud éducation dénonce cette mascarade et n'y participera pas

Cette pseudo consultation est en contradiction avec les attaques ahurissantes dont l'Éducation nationale et ses personnels sont l'objet depuis l'été : 11 200 postes supprimés pour 2008, recours massifs aux heures supplémentaires, dénigrement systématique de l'École primaire dans le rapport du HCE, suppression engagée de la carte scolaire... Cette politique s'inscrit dans le cadre général de la destruction programmée de la Fonction publique et des services publics : suppressions de 22 843 postes en 2008 et annonce de la poursuite à ce rythme durant 3 ans par le président devant le Sénat ! Cette saignée sans précédent s'accompagne d'une remise en cause frontale du statut des agents de la Fonction publique avec l'introduction de contrat de droit privé de « gré à gré ». À terme c'est liquider la Fonction publique et faire exploser l'emploi précaire.

Après le tour de passe-passe qui a consisté à abroger les décrets Robien et ainsi à leurrer certains syndicats l'été dernier, le gouvernement remonte au créneau ! Sous couvert d'une « revalorisation du métier d'enseignant », il met en place une commission présidée par M. Pochard, Conseiller d'État, chargé d'auditionner les acteurs de l'Éducation. À l'automne, la commission rendra ses travaux qui donneront lieu à un « diagnostic partagé ». Le ministère ouvrira des négociations sur ses propositions à partir de janvier.

### Les conclusions qu'en tirera le gouvernement sont connues d'avance

En effet, la lettre de Sarkozy aux « éducateurs » évoque les principaux axes d'une redéfinition du métier d'enseignant. Xavier Darcos les avait déjà développés dans un rapport remis au candidat président Sarkozy. On y trouve entre autres préconisations :

- ◆ la globalisation et l'annualisation des services : fin des maxima hebdomadaires, récupérations des heures non faites, augmentation du temps de travail...

- ◆ les obligations de service et les rémunérations seraient établies sur la base d'une nouvelle « typologie des métiers » : responsables de projets, de département, professeurs de lycées des métiers ou de collèges classés... C'est l'individualisation des contrats et la fin des garanties statutaires.

- ◆ L'évaluation des personnels se ferait sur leurs performances, les résultats aux examens de leurs élèves, et serait sous la seule responsabilité du chef d'établissement. C'est pourquoi nous voyons dans ces auditions une opération de communication destinée à duper l'opinion publique et à endormir les

enseignants. Nous n'avons pas oublié en 2003 le simulacre de Débat sur l'École auquel avaient participé les principaux syndicats de l'Éducation et qui a abouti à la Loi Fillon appliquée par Robien : remplacement en interne, bivalence, apprentissage à 14 ans, bourse au mérite, début de contractualisation

*Commission exécutive fédérale*

### LES PROPOSITIONS DE SUD ÉDUCTION

**NON** à la « typologie des métiers », **OUI** à la création d'un corps unique avec les mêmes obligations et la même grille indiciaire.

**NON** au « travailler plus pour gagner plus » et au salaire au mérite, **OUI** à l'avancement au rythme le plus favorable et à l'augmentation de 300 euros pour tous.

**NON** à l'augmentation des tâches, **OUI** à l'intégration d'un temps de concertation dans les maxima de service.

**NON** à la multiplication des contrats de droit privé dans l'Éducation nationale, **OUI** à la titularisation sans conditions de tous les précaires.

Sud éducation mettra tout en œuvre pour faire échouer la politique de démolition systématique du service public d'enseignement. Nous appelons les personnels à construire la mobilisation pour faire aboutir ces revendications.

# MOBILISÉS